

LE CIFI SIME PACIFISME



**ANARCHISME ET
NON - VIOLENCE** 14

JUILLET 1968



- introduction, 2

- non-violence et pacifisme intégral,
Voie de la paix, 3
Liberté, 4
Union pacifiste, 9

- les objecteurs et le pacifisme, 17

- « anarchisme et non-violence » adhère à l'internationale des résistants à la guerre, 20

- défense collective non violente, 29

- être et faire, 33

- correspondants locaux



SOMMAIRE

Depuis le début de l'année, « Anarchisme et Non-Violence » a adhéré en tant que publication à l'Internationale des Résistants à la Guerre qui est une organisation pacifiste. Nous nous expliquons un peu plus loin quant aux motivations de cette affiliation (voir le texte de Michel Bouquet sur I.R.G.).

Sommes-nous pour autant et essentiellement des pacifistes et plus particulièrement des pacifistes intégraux ? Car si cela était, pourquoi n'avoir pas manifesté en premier lieu notre intérêt pour des organisations pacifistes françaises ? Pourquoi avoir lancé encore une petite revue, encore une chapelle ? Disons que les formations pacifistes nous paraissent vieilles et sclérosées, qu'il nous a paru inutile d'y tenter un travail de l'intérieur. D'autre part, nous nous devons de développer nos caractères propres, d'être nous-mêmes.

Le « chapellisme », quand il permet une spécialisation dans le travail, quand il est un laboratoire pour des expériences nouvelles, pour des analyses différentes, n'est pas un mal en soi. Il y a danger quand la chapelle se coupe de l'extérieur, quand elle ne sait plus dialoguer ; et le dialogue est devenu une partie importante de notre programme. Aussi tentons-nous d'être ouverts, lucides et honnêtes, aussi voulons-nous être attentifs aux critiques et mieux connaître les autres avant de les critiquer. Enfin, nous sommes conscients de la permanence et du non-achèvement du dialogue. Nous nous voulons groupe de travail théorique et pratique, nous souhaitons être vus comme un champ d'expériences. Expériences que nous assumons, expliquons, confrontons.

Le thème proposé ici est le pacifisme intégral, option défendue en France essentiellement par trois publications : la Voie de la Paix, Liberté et l'Union pacifiste ; cette dernière est l'organe de la section française de l'Internationale des Résistants à la Guerre. Dans notre précédent numéro sur « l'Action », nous avons présenté un certain nombre d'engagements orientés avant tout contre l'armement atomique, la préparation à la guerre et la militarisation croissante des Français. En fait, le caractère pacifiste de ces actes supplantait nettement celui non violent qui est généralement à la base des motivations des objecteurs, des « renvoyeurs » de livret et des « refuseurs » d'impôt. Nous constatons que la guerre est ici le point d'impact principal de l'action non violente. Nous savons aussi que les personnes engagées ne se reconnaissent pas comme militants des organisations pacifistes déjà citées, que les objecteurs par exemple n'ont pas de liens très étroits avec lesdites publications. Il y a comme un hiatus entre les pacifistes et ceux qui font ces actions pacifistes. Pourquoi ? Nous essaierons de l'expliquer.

Pour mieux comprendre le pacifisme intégral nous avons consulté les publications de ces dernières années : nous avons cru utile d'en extraire certains textes caractéristiques et de les analyser pour faire ressortir les thèmes qui nous semblent essentiels. Nous verrons rapidement qu'il y a frottement entre deux conceptions voisines : le pacifisme et la non-violence.

non-violence et pacifisme intégral

Le Congrès, qui avait lieu les 18 et 19 février 1961, a suscité, en divers milieux, des débats théoriques intéressants.

Certains se sont demandés si nous, pacifistes intégraux, avons quelque raison de nous différencier des non-violents; s'il n'y aurait pas avantage à nous réunir en une même association.

Reconnaissons immédiatement l'étroit rapport de nos points de vue, et leur origine analogue. L'amour des autres hommes est la tendance profonde des non-violents, et elle est la nôtre aussi.

Cependant de cette même source pourraient découler des conceptions un peu différentes.

Que faut-il entendre par non-violence? Demandons-le au maître qui en a fait l'un des points capitaux de sa doctrine, notre cher Mahatma Gandhi.

Il avait vécu, en son enfance, dans un milieu influencé par une hérésie du brahmanisme, le djainisme, pour qui l'idée morale était celle de l'ahimsâ, non-violence ou plus exactement non-nuisance. Il retrouva ensuite l'idée dans les Ecritures saintes de l'hindouisme, dans la Bible, dans le Koran. Il en fit alors une de ses thèses fondamentales.

L'idée a une portée négative: ne causer de mal à aucun être vivant; s'interdire toute pensée mauvaise et tout mensonge. Mais elle a aussi un contenu positif: bienveillance, bienfaisance envers tous.

Gandhi, cependant, n'en fait pas un absolu, il la limite par d'autres obligations morales. Nous ne pouvons entretenir notre corps sans détruire d'autres existences. Nous pouvons être contraints de tuer pour protéger ceux dont nous avons à prendre soin. Il ne faut pas que la non-violence serve de justification à la lâcheté. S'il fallait — ce qui ne peut arriver qu'exceptionnellement — choisir entre violence et lâcheté, il faudrait préférer la violence. Gandhi n'aurait pas toléré qu'au moment d'un attentat contre lui, son fils, sous prétexte de non-violence, se sauve ou reste inactif. Il admet aussi l'euthanasie, la destruction d'êtres subissant d'atroces souffrances, si celles-ci sont impossibles à guérir.

Bien entendu, la non-violence doit entraîner une politique de paix. Mais Gandhi, tout occupé à sauvegarder d'excellents rapports entre les individus, ne nous paraît pas avoir été assez antimilitariste. Il n'a pas été assez scrupuleux à l'égard de certaines institutions diminuant les souffrances, mais pouvant aider indirectement à la guerre.

Nous le voyons, en 1899, pendant la guerre contre les Boërs, organiser une Croix-Rouge indienne; en 1906, pendant la révolte des Zoulous, un groupe de brancardiers; même, pendant la guerre mondiale, un corps d'ambulanciers indiens.

Sans renoncer aux délicats devoirs qu'impose la non-violence gandhienne, nous considérons que nous devons, avant tout, lutter contre la pire violence, qui est celle de la guerre, et contre son indispensable instrument qu'est l'armée.

Nous nous refusons à placer la guerre sur le même plan que les autres maux dont nous devrions délivrer l'humanité. Nous proclamons que la guerre est le mal essentiel. Une non-violence générale et vague ne nous suffit pas. Nous sommes d'accord pour lutter, avant tout, contre la guerre; pour condamner toute guerre, quel que soit son prétexte, quelle que soit sa cause; d'accord pour repousser tout préparatif de guerre, tout armement collectif, toute organisation militaire, tout traité, tout pacte visant à grouper certains pays en vue d'une guerre possible.

La guerre a toujours été l'assassinat et le vol généralisés. Elle a toujours abouti à la destruction de trop nombreuses existences, à des ruines matérielles innombrables, à d'immenses souffrances. Elle anéantit tout ce qu'elle prétend sauver.

La guerre a toujours été le crime des crimes et la folie des folies. Si tel a été le caractère de toutes les guerres du passé, le progrès de la science et de la technique destructive qu'elle rend possible aggrave à l'infini le mal pour l'avenir. Indépendamment des autres procédés physiques, chimiques et biologiques, il suffit de rappeler l'immensité des destructions que peuvent causer les armes atomiques. Elles détruiraient, sinon l'humanité tout entière, du moins ses groupes les plus évolués.

Opposés à toute guerre, nous sommes, cependant, opposés à subir l'oppression; nous sommes résolus à y résister par tout procédé violent ou non violent, autre que la guerre entre peuples.

En 1939, au moment où la France déclara la guerre à l'Allemagne, un de nos camarades, pacifiste intègre, dont le fils venait de partir, se promit à lui-même, si ce fils était tué, d'abattre l'un des responsables du grand crime. Il n'eut pas l'occasion d'accomplir cet acte de courage. Il avait, jusqu'alors, mené la douce existence d'un non-violent. S'il avait eu à réaliser sa décision, il eût pu encore être considéré comme un non-violent, mais excepté contre la guerre. (...)

Félicien CHALLAYE

(«La Voie de la Paix», n° 105, 1961)

Thèmes principaux :

1) **La guerre est le mal essentiel** : « C'est le crime des crimes et la folie des folies. »

2) **Résistance à la guerre** : « par tout procédé violent ou non violent autre que la guerre entre les peuples ».

3) **Méthode de travail** : ce texte ne nous permet pas d'en dégager, mais nous verrons plus loin ce que proposent les autres pacifistes.

4) **Compréhension de la non-violence** uniquement en fonction de la personnalité religieuse de Gandhi. En insistant sur l'aspect collaborationniste de Gandhi, qui lui est bien particulier, Félicien Challaye provoque une sorte de blocage dans la compréhension réelle de l'action non violente. Ainsi certains aspects religieux du vocabulaire non violent servent de prétexte à un rejet total de l'idée alors qu'il conviendrait de l'adapter, de le refondre. De même, extrapolation trop rapide de l'expression de Gandhi : « Plutôt violent que lâche » pour justifier la violence individuelle. Une phrase curieuse, justement, quant à la compréhension de la non-violence, « il avait jusqu'alors mené la douce existence du non-violent », qui tend à suggérer que la non-violence se situe dans une calme inaction. On note un sentimentalisme excessif.

5) **Rapports avec les non-violents** : puisque « l'amour des autres hommes est la tendance profonde des non-violents et des pacifistes », cette origine commune devrait faciliter le dialogue. « Nous devons unir notre action à celle de tous les non-violents **sincères**. » C'est nous qui soulignons.

(Extrait de « Liberté », n° 109 du 1er novembre 1964)

La vie dans toute son âpreté n'a pas un témoin plus vigilant que moi. Et elle est bien trop laide, à l'égard du plus grand nombre, cette existence, pour que je m'assagisse et me mue en mouton bêlant.

Au contraire, dans certains cas, si cela était en mon pouvoir, je décimerais volontiers tous les généraux en vue d'épargner tous les soldats; je n'hésiterais pas à faire perdre le goût de vivre à tous les fauteurs de guerre pour que des centaines de millions d'êtres humains ne disparaissent point brutalement, ignominieusement.

Car ma non-violence, dans la société de fauves que nous subissons, n'est que théorique; elle me conduit à souhaiter une harmonieuse cité toujours en évolution heureuse dans la douceur des rapports entre ses habitants, mais elle ne peut m'empêcher d'employer un peu de violence au besoin pour en détruire beaucoup.

Louis LECOIN

Il n'est pas possible de comprendre Lecoin à partir de ces quelques lignes qui ne sont là que comme rappel; nous renvoyons nos lecteurs à son autobiographie « le Cours d'une vie » et à « Liberté ». Cependant nous dégageons :

1) **La guerre est le mal essentiel.**

2) **Résistance à la guerre** par tous les moyens (en accord avec l'anarchisme de Lecoin).

3) **Méthode de travail** : Lecoin est à la source de toute l'activité qui se fait autour de lui. Lecoin est d'abord un homme qui a payé de sa personne, c'est ce qui le différencie du verbalisme pacifiste général. Sa lutte antimilitariste se solde pour lui par une douzaine d'années en prison et une grève de la faim périlleuse de 22 jours pour obtenir le statut des objecteurs de conscience, engagements qui le font écouter à l'égal d'un leader et lui donnent une audience importante. Sa persévérance personnelle à réaliser son idéal opposée à la relative non-action de ses proches a abouti à la constitution du « mythe Lecoin ». Un fossé se creuse ainsi entre « l'animateur » et ceux qui l'entourent. Chaque partie se complait dans son rôle. Nous craignons que, par « son isolement de chef », lui disparu, son œuvre ne soit pas maintenue.

Action actuelle : campagne pour le désarmement unilatéral de la France. Il s'agit de convaincre le plus possible de Français par une propagande massive (une brochure à grand tirage); la notoriété de Lecoin doit permettre d'organiser des meetings consacrés à cette cause précise patronnée par un comité de personnalités. But : amener le plus grand nombre d'adhésions possible afin d'exercer une pression sur le gouvernement.

4) **Compréhension de la non-violence** : se déclare pour une non-violence théorique mais dit être prêt à employer la violence sous certaines conditions. Nous lui opposons ses actes de non-violence pratique. Ainsi il ne tombe pas dans le piège dualiste des deux abso-

Les non-violents savent bien que la grande masse de nos concitoyens ne peut pas se convertir au pacifisme intégral du jour au lendemain, par miracle; et comme ils ne prennent pas leurs espoirs pour la réalité, ils se contentent d'ouvrir un chemin vers le pacifisme en proposant une action limitée à la seule guerre d'Algérie et qui soit à la portée de la conscience du plus grand nombre. Certains camarades pacifistes intégraux estiment cette position excessivement dangereuse et reprochent aux non-violents de n'avoir pas de principes bien définis. De leur côté les responsables de l'A.C.N.V. prennent les pacifistes intégraux que nous sommes pour *des gens tout juste capables de noircir du papier ou de faire des discours sans efficacité réelle.*

Nous trouvons cela fâcheux... L'Union pacifiste d'Eure-et-Loir, sans aucune prétention et parfaitement consciente de sa médiocrité, voudrait montrer qu'il est possible de collaborer avec les non-violents.

Dès sa création, elle admit dans son sein des non-violents comme d'authentiques pacifistes (ô funeste hérésie !) pensant qu'il y a incompatibilité absolue entre la non-violence et la guerre; depuis elle diffuse toutes les publications de l'A.C.N.V. à tous ses membres qui sont ainsi en mesure de suivre l'action, d'apprécier l'esprit et les méthodes; lorsque de nouveaux non-violents apparaissent en Eure-et-Loir, ils sont immédiatement signalés par Marie Faugeron. *Nous leur proposons d'adhérer* à l'Union pacifiste mais, adhérents ou non, ils sont fraternellement invités à nos réunions et y participent à la satisfaction de tous.

Jusqu'à présent, personne à l'Union pacifiste n'aurait l'idée de cataloguer le voisin de « pacifiste intégral » ou de « non-violent » avec une pointe de méfiance. Au lieu de perdre du temps dans des discussions qui n'apporteraient rien de positif, nous nous mettons d'accord sur de petites actions à la mesure de nos forces. Nous savons que pour coller des affiches il vaut mieux être six que trois, même si le pinceau est tenu par un intégral et le pot de colle par un non-violent; et lorsque fin décembre nous répartissons entre nous les adresses des objecteurs de conscience en prison pour envoyer messages ou mandats, personne ne demande à trier ses objecteurs !

Aussi nous nous permettons de lancer à nouveau un appel à toutes les Unions pacifistes pour que se réalise un rapprochement et une collaboration avec l'A.C.N.V. qui ne peut qu'être bénéfique pour les uns et pour les autres. Cela ne doit pas se faire en étouffant péniblement nos suspicions, mais dans l'enthousiasme de notre idéal commun.

A. Baudet, Y. Chataigné, J. Delisle, R. Pantéra, A. Ratz, R. Soularé,
de l'Union pacifiste d'Eure-et-Loir.

réponse de Jean Gauchon

L'Union pacifiste d'Eure-et-Loir, dont fait partie notre ami Ratz, membre du Conseil d'administration de l'Union pacifiste de France, publie dans ce journal une déclaration ayant trait aux rapports souhaitables entre notre organisation et l'Action civique non violente. Ce texte appelle quelques commentaires.

Ce qui doit être affirmé en premier lieu (et nous sommes tous, en définitive, tombés d'accord sur ce point lors de notre dernier congrès national), c'est qu'il y a place, dans notre mouvement, à la fois pour les non-violents absolus et pour ceux qui, en dehors de tout conflit entre peuples, admettent une résistance individuelle violente.

C'est ce qui résulte de notre Charte dont je détache le passage suivant : « Chacun pourra lutter efficacement contre l'oppression, étant entendu que la non-violence constitue aux termes de cette Charte un des meilleurs moyens pour résister à la guerre, mais qu'elle ne peut être imposée à tous les adhérents. »

Insistons particulièrement sur ce fait que nous sommes tous, sans exception, des non-violents en ce qui concerne la guerre elle-même. Ou, plus précisément, que nous n'acceptons en aucun cas la violence collective. Mais, par contre, beaucoup d'entre nous pensent (et je suis de ceux-là) que, sur le plan strictement individuel, la défense par la force physique peut être parfois admissible.

Non que nous réprouvions ceux qui refusent systématiquement la riposte autre que spirituelle. Bien au contraire, nous les admirons et nous saluons leur courage héroïque. Pour ma part, je vais plus loin : je crois que la non-violence, même individuelle, est la forme supérieure de la morale, la règle de vie la plus noble et la plus valable, celle qui exige les plus hautes qualités et la plus intense maîtrise de soi-même, celle qui mène au triomphe absolu de la pureté sur la bestialité. En bref, elle touche à la perfection. Et je respecte ceux qui sont capables d'un tel comportement.

J'ai toujours été ému, d'ailleurs, par la lecture de certains admirables passages des livres sacrés. « Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent, bénissez ceux qui vous maudissent, priez pour ceux qui vous maltraitent. Si quelqu'un te frappe sur une joue, présente-lui aussi l'autre » — « Je vous dis de ne pas résister aux méchants. »

Gandhi retrouvait les mêmes accents sublimes, lorsqu'il disait : « Je ne lèverais pas la main sur vous, même si j'en avais la puissance. Je veux vous vaincre uniquement par ma souffrance » — Nul être humain n'est assez parfait pour avoir le droit de tuer celui qu'il considère à tort comme entièrement mauvais. »

Par tempérament et par raison, j'ai toujours été porté vers la non-violence. J'ai la satisfaction de n'avoir aucune goutte du sang d'autrui sur les mains. Mais enfin, je ne suis ni Jésus ni Gandhi, et n'ai pas la prétention d'égaliser d'inégalables êtres.

(...) Ami et admirateur des non-violents, certes. Toutefois, si j'étais injustement attaqué par un malfaiteur, si un être cher était en péril du fait d'une brute, galonnée ou non, je ne puis admettre que je laisserais faire sans tenter une réaction, même violente.

Et j'approuve sans restriction la distinction établie par notre ami Félicien Challaye : « La légitime défense individuelle ou familiale a pour but, et souvent pour résultat, le salut de quelques existences précieuses; la soi-disant défense nationale a toujours pour conséquence la destruction d'innombrables existences précieuses. Différence radicale, essentielle, entre ces deux faits désignés, à tort, par le même terme. »

En résumé, l'Union pacifiste d'Eure-et-Loir doit être sans crainte. Pacifisme intégral et non-violence peuvent parfaitement coexister, sans la moindre gêne, tant ces deux notions sont complémentaires l'une de l'autre. On a pu constamment observer cette harmonieuse cohabitation dans les groupements de pacifistes intégraux, qu'il s'agisse des Amis de la Patrie Humaine, avant 1939, de notre C.N.R.G.O., qui vient de faire place à l'U.P.F., ou des Forces Libres de la Paix.

Ce premier point, d'ordre général, étant acquis, venons-en au problème particulier soulevé par nos camarades d'Eure-et-Loir. L'Action civique non violente peut-elle être admise parmi nous ? En l'état actuel des choses, certainement pas, car ces non-violents sont en réalité des violents. Et il est assez curieux de constater que ce sont les pacifistes intégraux « violents » qui sont obligés de faire des réserves sur cette organisation, non parce qu'elle est non violente, mais parce que, bien au contraire, elle ne l'est pas assez. Cette tâche devrait incomber cependant, au premier chef, aux non-violents absolus, dont on dénature la doctrine.

Je m'explique : l'un des animateurs de l'A.C.N.V., Jo Pyronnet, dans son journal de novembre 1960 (n° 8), écrit textuellement ceci : « L'action présente, comme la précédente, s'appuie sur des motifs de conscience, mais elle ne comporte pas nécessairement **pour tous les participants** le refus de toute guerre. Des jeunes, qui demandent maintenant à faire un service civil en Algérie et préfèrent la prison au service militaire, pourront peut-être, la guerre d'Algérie terminée, accepter le service militaire et même une guerre défensive menée dans des conditions différentes. L'action consiste, non à refuser l'armée, mais à refuser l'usage qui en est fait actuellement en Algérie. »

Et voilà l'énormité prononcée : les non-violents pourront admettre, justifier même, une « guerre de légitime défense ! »

Cette affirmation, officialisant au sein de cette association la juste cause d'une telle guerre et préconisant implicitement l'union sacrée devant l'agresseur, est la négation même de l'esprit de notre mouvement. Elle ne fait d'ailleurs que reprendre les propos de plusieurs membres de l'A.C.N.V., publiés dans certains journaux (« l'Express » notamment).

Je demande à nos amis d'Eure-et-Loir si, honnêtement, nous pouvons accepter à nos côtés, au titre de pacifistes intégraux, des personnes étalant de tels principes. Et si ces derniers sont compatibles avec les termes de notre charte : « Le pacifiste authentique, intégral, condamne toute guerre, quel qu'en soit le prétexte... il n'admet aucune exception à cette règle. » Et encore : « Si les causes de la guerre sont multiples, celle-ci, dans tous les cas, ne peut éclater sans une préparation psychologique poussée tendant à faire admettre aux peuples un principe reposant sur une monstrueuse imposture : celui de la légitime défense. »

Ou alors, en toute logique, si certains admettent que les membres de l'A.C.N.V. souscrivant aux paroles de Pyronnet peuvent s'inscrire à l'U.P.F., ils doivent demander à notre prochain congrès national la modification de notre charte et la suppression des passages que je viens de citer (ainsi que ceux condamnant les armes et les armements, indispensables pour mener à bien une guerre de légitime défense !). Dès lors, notre mouvement, décapité, désarticulé, n'ayant plus aucune idée directrice valable et originale, deviendrait une quelconque association d'anciens combattants. C'est proprement inconcevable.

Mais, si je suis absolu sur les principes (et que l'on me traite de sectaire si l'on veut, mais je ne démordrai pas de cette idée toute simple que ceux qui admettent certaines guerres n'ont pas leur place parmi nous), j'apporte immédiatement les correctifs que l'on trouve tout naturellement dans nos statuts. Car, pour concis qu'ils soient, ils n'en sont pas moins fort bien pensés et prévoient à peu près toutes les solutions à apporter aux différentes situations.

A — Sur le plan individuel.

1) Si, parmi les membres de l'A.C.N.V., certains réproouvent toute guerre (et pas seulement celle d'Algérie), nous serons heureux de les accueillir au nombre de nos adhérents.

2) Si d'autres, n'en étant pas arrivés à ce stade, s'alignent sur la position définie par Pyronnet, pourquoi ne viendraient-ils pas à nous en qualité de sympathisants (article 2 des statuts) ?

B — Sur le plan collectif.

L'A.C.N.V. étant marquée, dans son ensemble, par la profession de foi de Pyronnet, ne saurait, en l'état actuel, adhérer au Cartel des Forces Libres de la Paix, où l'U.P.F. a sa place. Mais notre organisation peut fort bien — et profitablement — travailler en collaboration étroite avec elle en vertu de l'article 4 de nos statuts : « Dans certaines circonstances, et en gardant son autonomie, l'Union Pacifiste de France peut s'unir à d'autres associations en vue d'une action pacifiste d'ensemble, sur un point précis, nationalement et internationalement. »

Et grâce à nos textes, voilà de quoi mettre tout le monde d'accord : tout en sauvegardant nos principes fondamentaux, nous marchons, la main dans la main, avec ceux qui, sur un problème particulier (la guerre d'Algérie), sont d'accord avec nous.

Cette solution me paraît être celle de la sagesse et de l'honnêteté. Toute équivoque étant ainsi écartée, c'est avec le maximum d'efficacité que pourront œuvrer pour la paix les membres associés de l'U.P.F. et de l'A.C.N.V.

Jean Gauchon

(« La Voie de la Paix », n° 107 - 1961).



D'abord essayons d'éclaircir ce qui nous paraît être une polémique stérile et de mettre en évidence une question inutile : les non-violents peuvent-ils être admis parmi les pacifistes ? Deux conceptions quant à la manière de lutter se dessinent :

1. **La manière pacifiste**, très caractéristique chez Lecoin, qui consiste à rassembler le plus grand nombre possible de noms, d'adhésions, de façon à créer un groupe de pression morale capable d'influencer le gouvernement et, en cas de besoin, à un certain moment, tenter de faire pencher la balance par une action directe violente (manifestations, etc.) ou non violente (jeûne, etc.).

2. **La manière non violente** consiste avant tout en un engagement physique personnel, individuel ou collectif, et doit comporter des risques. Il ne s'agit donc pas d'adhésion à une organisation, mais d'actes concrets, avec un degré plus ou moins fort de non-violence, dans une réalité quotidienne précise. Il faut reconnaître que ceux qui posent un acte non violent ne s'inscrivent pas obligatoirement dans une conception globale de la non-violence, qu'ils ne déterminent pas toujours, a priori, un absolu auquel ils se conforment comme peuvent le faire les pacifistes intégraux, mais ce n'est pas vrai pour tous les « non-violents ». Effectivement, pour la plupart, la non-violence est un mode de vie et s'ils n'ont pas continuellement à la bouche des paroles antiguerrières, c'est que cela est évident. Que pendant la guerre d'Algérie des jeunes réfractaires opposés à cette entreprise coloniale aient agi étroitement avec les non-violents acceptant leurs règles d'action et se soient réservés, l'action finie, de se comporter violemment en d'autres circonstances n'implique pas que les non-violents « justifient une guerre de légitime défense ». Cela illustre simplement une possibilité d'action commune sans que chacun renie sa propre conception : il faut craindre de se laisser enfermer dans les limitations du langage, du verbe ; l'action a sa richesse propre, ses dangers aussi. Nous avons déjà affirmé qu'il n'était pas possible « d'être non violent » (est-on pacifiste en payant sa part d'impôt militaire ?), la violence est trop intimement mêlée à l'humain ; il s'agit de connaître tous les mécanismes de la violence et de les canaliser sinon de les supprimer, d'apprendre d'autres comportements individuels (par une mentalité nouvelle, par des actes concrets) et sociaux (par l'établissement de structures et l'exercice de rapports humains non violents). D'où une perpétuelle insatisfaction, un effort d'imagination quotidien.

Pouvons-nous résumer en suivant les schémas précédents la position de l'Union pacifiste de France ?

1. **La guerre est le mal essentiel.**

2. **Résistance à la guerre** : par la violence (ou la non-violence) individuelle (cf. légitime défense et assassinat d'un tyran) ; par la non-violence collective.

3. **Méthode de travail** (d'après une lettre personnelle de Jean Gauchon du 19 juin 1967) :

Propagande : édition d'un bulletin, de tracts, de cartes postales antimilitaristes, conférences, séances de cinéma avec des films pacifistes, sorties-promenades.

Action : participation aux marches et autres protestations publiques organisées par d'autres mouvements.

Et, dernièrement, soutien total à la campagne de désarmement de Lecoin.

4. Compréhension de la non-violence. Comme chez Challaye, on constate une attitude empreinte de sentimentalisme qui se traduit par l'admiration, l'émotion, le respect. La non-violence est incarnée par deux hommes : Jésus et Gandhi, alors qu'il conviendrait de connaître des non-violents plus communs, contemporains, qui ne sont pas « d'inégalables êtres » et surtout de ne pas ignorer toutes les techniques actuelles de la non-violence.

(En passant disons que la violence aussi a ses héros, ses êtres exceptionnels). Nous notons un blocage : la légitime défense individuelle et familiale.

5. Rapports avec les non-violents : favorables à un rapprochement, à une collaboration, à des relations. Lesquelles ? Sous forme d'adhésion ou dans l'action ? « Pacifisme et non-violence peuvent parfaitement coexister. »



mais qu'est-ce que le pacifisme intégral ?

Le pacifisme intégral n'admet « jamais la légitimité de la guerre, quelle qu'elle soit. Car dès qu'on met une condition à la paix, on apporte de l'eau au moulin de la guerre ».

Le pacifiste intégral trouve ses motivations au niveau moral, humanitaire et social : toutes les traditions laïques ou religieuses mettent en avant le caractère inaliénable de la vie humaine : « Tu ne tueras point. » La guerre dégrade l'homme ; elle est contraire à la dignité humaine. La guerre est de plus en plus meurtrière. « La guerre moderne tue avant d'éclater. En temps de paix, les multiples essais nucléaires se traduisent en retombées radio-actives, mortelles à plus ou moins longue échéance. » « En réalité, il faut convenir que la guerre n'est plus « payante ». Elle ne se contente plus d'être immorale et inhumaine : « elle est en outre absurde ». « La notion de vainqueurs et de vaincus est dépassée : en cas de nouvelle guerre mondiale, il n'y aurait plus que des vaincus ». La guerre augmente la misère et l'injustice sociale. La guerre tue la liberté. « L'état de guerre, c'est l'état de dictature ». « La guerre n'est jamais fatale ». Le pacifiste intégral pense qu'il y a évolution positive de l'histoire...

comment lutte le pacifiste intégral ?

Le combat se situe sur deux plans.

a) contre toute guerre quel qu'en soit le motif y compris « la guerre de défense du prolétariat contre l'impérialisme qui est la réplique à la guerre de défense de la liberté contre le marxisme » ;

b) contre toute préparation à la guerre, c'est-à-dire contre l'existence de toute armée et de tout armement (atomique ou non) et aussi contre toute loi obligeant un individu à faire la guerre ou à la préparer. (Les pacifistes ne croient pas à la formule du désarmement général, simultané et contrôlé.)

Toute la propagande du pacifiste intégral doit être axée sur le désarmement unilatéral. « Le salut d'un peuple ne peut résider désormais que dans le désarmement absolu de son pays. Il ne pourra ainsi susciter aucune crainte chez les autres pays. Ceux-ci n'auront plus le moindre prétexte de lui faire la guerre. Ils ne pourront plus notamment invoquer le suprême argument employé pour mobiliser les masses trop crédules : la légitime défense.

les avantages du désarmement.

C'est par souci de sécurité que l'on se veut armé : par crainte de son voisin qu'il soit un individu ou un Etat. Et chacun se veut mieux armé que l'autre, d'où surenchère d'armements, d'où risque, et risque d'autant plus important que l'armement sera meilleur. « Préparer la guerre, c'est aboutir à la guerre ». Il s'agit de renverser complètement la vapeur, et de désarmer complètement

— pour créer chez le voisin un sentiment de sécurité et un état de non-agressivité,

— pour reconverter les dépenses militaires en dépenses sociales,

— pour, avec l'argent économisé, faire une énorme information internationale sur l'état de non-belligérance du pays désarmé.

Nous avons vu plus haut que seule une pression de l'opinion publique sera efficace pour obtenir le désarmement unilatéral, que les projets gouvernementaux dans ce sens échouent régulièrement. Nous en convenons, mais souhaiterions que les pacifistes fassent peut-être un peu moins jouer la corde lyrique, quoique nécessaire, et s'inspirent mieux des expériences étrangères ; car nous estimons que diverses leçons peuvent nous être données et seule l'ignorance des faits nous limite. (Expériences anglaises de ces dernières années, organisation des non-violents indiens devant l'invasion chinoise, résistance des Danois et des Norvégiens pendant la Seconde Guerre mondiale, etc.) On peut en effet être convaincu des avantages multiples du désarmement, mais le souci de sa sécurité, le simple réflexe de conservation sont des réactions normales du corps et du cerveau.

que se passera-t-il en cas d'invasion ?

« Les envahisseurs pénètrent dans ce pays non violent. Ils constatent avec stupéfaction qu'ils ne se heurtent à aucune opposition. Tous les gens sont civils. Pas un militaire, pas une arme ! » « Toutes les conditions sont alors réunies pour une fraternisation... » Il n'est pas vrai que le pays sera non violent, et les pacifistes actuellement ne font rien pour l'y préparer, car les pacifistes n'ont pas opté clairement pour les méthodes non violentes ; ils ne les ont ni suffisamment étudiées, encore moins pratiquées. Leur vision de la non-violence a été déformée par toute une série de blocages ; la majorité des pacifistes a perdu le goût du risque, de l'engagement physique, du combat non violent.

En condamnant la guerre, ils rejettent d'un même mouvement l'esprit révolutionnaire : « La révolution n'est plus payante ». Le problème de la lutte des classes est escamoté. Les pacifistes semblent s'être privés de tous les moyens de combat violents ou non violents et ils stagnent dans un réformisme semi-légaliste. Est-ce caricaturer que de dire cela ?

Nous estimons que la nécessité d'une étude et d'une pratique de la lutte non violente s'impose avec les pacifistes dans le cadre d'une défense collective et avec tous les hommes soucieux d'apporter une révolution à notre société.

Si nous en sommes à souligner à l'envi ce que nous considérons comme les « insuffisances du pacifisme », nous ne sommes pas pour autant satisfaits de la non-violence telle qu'elle se présente actuellement sur ses différents champs d'expérience, mais le pacifisme nous paraît figé quand la non-violence offre un filon incomplètement exploité. La non-violence n'a pas été pensée et vécue en dehors des traditions religieuses, la non-violence n'a pas encore fait éclater son potentiel libertaire.

Ainsi nous constatons notre rupture avec la pratique pacifiste actuelle surtout parce que nous situons la lutte contre la guerre dans une lutte plus générale et parce que nous voulons développer les moyens d'un combat social. Mais nous croyons qu'il est possible de trouver une issue à la paralysie pacifiste dans ce point important, non développé qu'est la défense collective non violente. Ce lieu de rencontre serait sans aucun doute le terrain favorable pour un dialogue fructueux.

André BERNARD

les objecteurs et le pacifisme

Un certain nombre de pacifistes ont soutenu les objecteurs avant l'obtention du statut; mais si tous s'y sont montrés favorables, il n'y a pas eu d'engagement général de leur part dans cette action. Et actuellement, aucune relation, aucun contact n'existe entre les pacifistes et les groupes d'objecteurs, sauf les quelques informations que l'on peut trouver dans les publications. Comment peut-on comprendre ce peu d'intérêt pour un engagement antimilitariste et contre la guerre, et même, pour une majorité d'objecteurs, contre toute guerre (y compris la guerre révolutionnaire) ?

Les différentes situations et circonstances ont modifié ce qu'on pouvait appeler : objection de conscience. Ce qui fait peut-être, que les objecteurs n'apparaissent plus comme menant une action « pacifiste ». En schématisant, on peut distinguer :

- dans une période s'étendant jusqu'au début de la guerre d'Algérie, une objection essentiellement contre la guerre.
- au moment de la guerre d'Algérie (et peut-être aussi pendant celle d'Indochine), toujours sans statut, se pose le problème de l'objection à la guerre face à une révolution sociale.
- après l'obtention du statut, une objection « légale » dans un « service civil ». Contestant les structures militaires, l'expérience et le contexte (Protection Civile) amènent les objecteurs

à contester également les structures « civiles ». A la suite de cette action, vivant dans des milieux sociaux défavorisés : bidonville, région sous-développée, les objecteurs sont alors conduits à contester les structures sociales et économiques de notre société.

A la suite de cette évolution, l'objection maintenant se situe sur différents plans : le militarisme et la guerre, les structures sociales et les structures économiques.

Les relations des objecteurs et de Louis Lecoin sont assez singulières et méritent d'être distinguées. Le nom de Lecoin est étroitement lié au statut et à la reconnaissance de l'objection de conscience en France (qui n'est en fait que la reconnaissance du refus de porter les armes), mais son action fut pratiquement menée sans la participation des objecteurs. Et depuis la mise en place du statut, les relations sont restées sans véritable dialogue : Lecoin ayant sa vision de ce qui est bien pour les objecteurs dans le contexte actuel, et ce n'est que par la prise de positions concrètes que les objecteurs peuvent lui « forcer la main », si l'on peut dire.

Parallèlement, l'Action Civique non violente mena son action avec la participation des objecteurs, et la basa sur leur engagement, même si un certain nombre étaient des objecteurs circonstanciels à la guerre d'Algérie. Ce qui montre également la possibilité d'une action com-

mune dans des circonstances données de gens ayant des positions théoriques différentes.

Suite à cette action, les objecteurs sont restés en liaison étroite avec les anciens membres de l'Action civique non violente, la communauté de l'Arche, et ont des relations d'échange et de dialogue avec d'autres mouvements préoccupés de l'action non violente (tels que le Mouvement International de la Réconciliation), et même peuvent travailler dans des actions précises avec des mouvements qui ne sont aucunement à tendance non violente, comme le M.C.A.A. Mais ils n'ont pas travaillé en liaison étroite avec les pacifistes, car leur action est par trop différente, je pense.

D'une part, les objecteurs influencés par l'Action civique non violente ont laissé de côté l'antimilitarisme de surface : l'uniforme, l'abrutissement, les armes, la boucherie, pour essayer d'avoir une action plus en profondeur et à la base, une action directe touchant les causes profondes du phénomène guerre : injustice sociale, misère, sous-développement, profit, mentalité individuelle et collective. Cette action mène à une transformation radicale des structures de notre société, c'est tout le sens des expériences actuelles tentées par les objecteurs.

D'autre part, on a l'impression que les pacifistes en restent à une contestation sentimentale de la guerre et se contentent,

comme forme d'action, de l'adhésion à un mouvement sans engagement concret. Ils veulent par une certaine forme de parlementarisme : pression de l'opinion sur le gouvernement, transformer les lois, sans essayer de mettre en pratique un changement dans les faits.

On pourrait dire que leur action est une opposition légaliste à la guerre et au militarisme. Les non-violents, de même que les anarchistes, qui demandent eux aussi un bouleversement des lois, ont une action extra-légale de désobéissance en essayant d'apporter un changement dans les faits sans attendre la transformation légale.

Si la théorie de la guerre juste n'a aucun sens, ce qu'ont bien montré les pacifistes intégraux, il ne faudrait pas se cantonner en quelque sorte dans celle du « bon peuple » trahi par ses

« chefs », les faits sont là pour nous le rappeler : l'écho enthousiaste qu'ont trouvé les « fauteurs » de guerre dans la majorité de la population en 1914 et en 1939. L'action pacifiste doit porter aussi bien sur les responsables de notre système hiérarchique que sur ceux qui « marchent » et qui « suivent ».

Le phénomène guerre étant lié aux structures capitalistes, autoritaires et hiérarchisées, ainsi qu'aux structures mentales, sa disparition ne pourra devenir effective sans une révolution économique, sociale et culturelle.

C'est pourquoi, chaque combat doit être resitué dans son ensemble, il n'y a pas de lutte uniquement contre la guerre, c'est un aspect de la lutte générale pour la révolution intégrale.

Jacky TURQUIN

anarchisme et non-violence adhère à l'internationale des résistants à la guerre

Nous nous sommes consacrés à l'étude de la non-violence et à son développement comme levier révolutionnaire capable d'aboutir à une société libertaire.

Pour cela nous nous comportons en « écoliers » et cherchons à répondre à certaines questions en étudiant des faits qui nous amènent généralement d'autres questions que nous nous posons à nous-mêmes d'abord, puis à ceux qui nous entourent.

C'est grâce à cette dynamique du dialogue que nous espérons éclaircir certaines notions en les passant au crible du plus grand nombre d'opinions possible soumises chacune à la critique la plus attentive, pour aboutir à des actions qui seront elles aussi soumises à critique.

Nous pratiquons ce dialogue entre nous. Nous l'avons pratiqué avec des individualités. Nous cherchons maintenant le dialogue avec d'autres groupes ou publications travaillant dans un sens proche du nôtre.

C'est dans cet esprit que nous consacrons ce numéro au pacifisme, c'est dans cet esprit que nous avons adhéré à l'I.R.G., qui pratique aussi (du moins ses éléments les plus actifs et son secrétariat) cette conception du dialogue, de la recherche et de l'action tendant à combler le hiatus entre pacifisme, révolution et non-violence.

Dans ce qui suit, nous avons fait un montage de textes, pris dans les publications de l'I.R.G. de ces cinq dernières années, qui, s'ils ne définissent pas la ligne officielle de l'I.R.G., témoignent d'un courant de pensée de plus en plus fort au sein de cette organisation et qui regroupe les éléments les plus engagés. C'est justement cet accent mis sur l'engagement individuel qui nous paraît très intéressant.

I. R. G., non-violence, révolution

Tout d'abord, il faut rappeler que l'Internationale des Résistants à la Guerre, née en 1923, regroupe tous ceux qui d'une façon ou d'une autre refusent la guerre totalement, en refusant de porter les armes et de coopérer à tout ce qui y participe; ce qui est résumé par la déclaration que doit souscrire chaque nouveau membre : « La guerre est un crime contre l'humanité. Pour cette raison, je suis résolu à n'aider à aucune espèce de guerre et à lutter pour l'abolition de toutes ses causes ».

Parmi ces causes, l'I.R.G. considère comme les plus importantes :

- le colonialisme et l'impérialisme économique;
- l'intolérance;
- l'injustice économique;
- les préparatifs militaires;
- le nationalisme;
- l'Etat.

Pour lutter contre ces causes, l'Internationale se refuse à souscrire à telle ou telle doctrine politique ou religieuse et elle est ainsi à même de présenter le message pacifiste librement et efficacement dans toutes sortes de situations.

critique du pacifisme traditionnel

Les pacifistes répondent souvent à l'image que veulent s'en faire leurs adversaires : « Bons cœurs, mais cerveaux ramollis. » Face aux multiples théories de la violence, de ses stratégies et de ses tactiques, le mouvement pacifiste a peu fait pour se doter d'une base socio-économique et pour développer des applications pratiques de la non-violence. Le « non à la guerre » est bien insuffisant, il faut développer parallèlement aux structures violentes qui aboutissent à la guerre des structures non violentes qui rendent toute guerre impossible. La violence s'exerce dans tous les domaines, elle est quotidienne et c'est dans tous ces domaines qu'il faut trouver des solutions non violentes.

l' i. r. g. et la non-violence

La non-violence répond au double but : résoudre les conflits, construire un ordre social nouveau, sans qu'il y ait contradiction, puisque la même action sert simultanément ces deux buts. C'est pourquoi elle devrait être la voie privilégiée du pacifisme comme de tout mouvement d'émancipation.

Cependant, l'accent est mis sur la nécessité d'un entraînement à la non-violence, d'une éducation, d'un apprentissage de la non-violence afin d'éviter qu'elle ne soit considérée comme une foi ou un dogme. L'entraînement non violent doit comprendre toute la gamme des facteurs qui se situent entre la communication avec autrui, la compréhension d'un autre point de vue d'une part et la libération de toute crainte, la répression constructive des sentiments d'agressivité d'autre part, en passant par l'entraînement à l'endurance (faim, froid, violence).

La violence est enracinée profondément dans la société contemporaine; il existe partout des indications visibles de la tension croissante et de l'isolement des individus et des groupes. Il faut créer de nouvelles institutions sociales et politiques basées sur des principes pacifiques et sains. Il faut chercher des solutions non violentes aux problèmes auxquels l'humanité est confrontée à tous ses niveaux.

programme de recherche

1) Non-violence et sociologie :

Relations entre les races. Relations économiques. Conflits entre les classes, syndicats ouvriers, coopératives. Relations propriétaires-locataires. Conflits de religion, de langue. Les minorités. Criminologie et système pénal. Traitement des débilés mentaux.

2) Non-violence et éducation :

Définition de l'éducation. Des méthodes anciennes aux modernes. La famille et l'éducation avant l'école. L'éducation à l'école et à l'université : programmes, perspectives internationales, vie commune en école. Education complémentaire, éducation et obéissance (nationale, religieuse, politique). Recherches sur l'éducation et les méthodes.

3) Non-violence et planification :

Violence attribuée au manque de planification. Désavantages de la planification basée sur la violence. Besoin d'une méthodologie de planification en tenant compte de la sociologie, de l'éducation, des relations nécessaires entre individus, groupes, fédérations et autorité centrale.

4) Non-violence et politique :

Non-violence dans le passé (cf. expéditions ethnologiques modernes). Non-violence et institutions politiques nationales et internationales. Non-violence et décolonisation. Non-violence et conflits internationaux. Stratégie de défense non violente.

attitude révolutionnaire de l' i. r. g.

Si nous voulons réellement la paix nous devons aller au-delà de la résistance individuelle et affirmer notre intention d'opérer des changements tout à fait fondamentaux dans l'ordre social et la condition humaine. Une organisation pacifiste, dans la seconde moitié du 20^e siècle doit faire partie d'un mouvement non violent et révolutionnaire continu si elle veut avoir une quelconque valeur. Et cette révolution doit commencer *dans* chacun de nous parce que celui qui n'a pas rejeté la violence pour lui-même ne peut espérer la bannir de la société. Il aura au contraire une chance d'être écouté s'il présente son pacifisme, sa non-violence comme une partie essentielle de la vie, du bonheur social, matériel et spirituel.

travaux en cours

Il s'agit d'études dans la triple optique pacifiste, non violente et révolutionnaire animées par l'I.R.G. et concrétisées au cours de conférences annuelles ou de chantiers internationaux. Nous nous sommes limités aux thèmes étudiés ces trois dernières années et citons sans nous y attarder la conférence de 1965 à Pérouse consacrée à l'entraînement à la non-violence car nous serons appelés à y revenir au sujet de l'action non violente; les deux thèmes essentiels étudiés sont : l'éducation pour un monde sans guerre (Conférence de Varsovie 1966), la non-violence et la politique. (Une conférence sur ce thème en 1966, une autre cette année 1968 à Dar es-Salam en Tanzanie sur les problèmes africains).

Education pour un monde sans guerre

« La paix ne pourra régner sur le globe aussi longtemps que la liberté de l'individu sera abolie, dans l'intérêt d'une classe, d'une race, d'une croyance ou encore dans l'intérêt de la paix elle-même. » Herbert Read.

« Pour construire la personnalité de l'individu, nous devrions attacher de l'importance à sa capacité de suivre la voix de sa conscience plutôt que d'obéir à des ordres venant d'en haut. Chaque individu devrait penser par lui-même et être responsable de ses propres actions et dans une grande mesure aussi de celles de ses semblables. Nous pensons qu'avec de tels citoyens, nous pourrions vivre dans un monde sûr et sain. » Devi Prasad (secr. de l'I.R.G.) Cette conférence est un excellent exemple de dialogue positif puisqu'elle a été menée conjointement par l'I.R.G. et le Conseil Mondial de la Paix

qui regroupe les organisations pacifistes de l'Est. Les exposés et conférences étaient répartis en trois grands chapitres :

- Premières années.
- Années scolaires.
- Education des éducateurs.

Des idées se dégagent des exposés et discussions :

- Danger de l'obéissance : la tâche de préparer l'individu à faire face à des situations où l'obéissance pourrait être extrêmement désastreuse et immorale.
- Nécessité d'encourager l'initiative motivée plutôt que de la réprimer.
- Utilité des voyages à l'étranger et mieux des camps de travail internationaux pour la formation des enseignants.
- Utilité de la discussion : les discussions modifient les attitudes plus souvent que les cours ou les conférences.
- Difficulté de conduite d'une discussion : savoir écouter et se taire.

Cependant l'étude de Herbert Read, **les conditions de la paix**, mérite d'être approfondie pour ses implications psychologiques et sociologiques et pour le plan d'action qu'il préconise.

Les conditions de la paix

« La guerre est une fonction de l'Etat, par conséquent la paix dépend de la décentralisation du pouvoir » Il y a aussi le problème des foules, l'instinct grégaire, le goût pour l'irrationnel, mais, Read cite Trotter : « La difficulté ne réside pas dans l'irrationalisme, dans une nette préférence pour l'irrationnel, mais dans la suggestibilité, c'est-à-dire dans l'aptitude à accepter aussi bien la raison que la déraison, pour peu que l'une ou l'autre vienne du bon côté ». Dès lors Read considère qu'il faut s'attaquer au problème de la liberté individuelle pour diminuer cette suggestibilité mais pour ce faire nous devons « exorciser les démons de l'agression qui nous habitent sinon nous n'aurons rien fait et nous ne pourrions rien faire pour résoudre les problèmes de la guerre ».

Pour les « exorciser », il faut d'abord les connaître et l'on peut s'appuyer sur les conclusions des psychanalystes pour dire que ces réactions spontanées d'agression proviennent d'un refoulement des instincts sexuels. « Toute la structure de la société (famille, groupe, tribu, nation) est fondée sur le détournement des instincts égoïstes. Lorsque ce détournement est réussi on dit que l'instinct a été sublimé, quand il échoue (agression personnelle, guerre) on parle de frustration.

« Il n'y a jamais eu d'expérience dirigée montrant ce que deviendrait une société prise dans sa totalité, si de semblables contraintes étaient levées. En règle générale, les peuples primitifs sont moins agressifs que les peuples civilisés ». Read cite Geoffrey Gorer qui écrit dans « Le 20^e siècle » paru en 1960 : « Dans l'histoire de l'humanité, la guerre est une invention récente, presque certainement postérieure à la révolution agricole ».

Toutes les découvertes de la psychanalyse montrent que c'est dans la période de la première enfance et plus particulièrement dans la phase de l'allaitement que l'agressivité apparaît chez l'individu. La seule méthode qui réussira à long terme à vaincre la violence et la guerre passe donc, comme le préconisait Jung, par des recherches psychologiques fondamentales au niveau international, et il est aberrant de constater qu'à côté d'instances internationales sur les sujets les plus futiles rien ne soit fait ni même esquissé dans ce domaine.

Actions immédiates préconisées par H. Read

1) Soins à l'enfance sur le plan international, avec des spécialistes éprouvés, éducation prénatale et postnatale destinée à éviter les formations d'anxiété et à permettre des relations détendues et heureuses entre la mère et l'enfant.

Cela présuppose la satisfaction des besoins matériels, la faim est un des instincts primaires qui devient cause de frustration et d'agression si elle n'est pas apaisée ;

2) Réorientation de l'éducation vers le concret, vers la nature ;

3) Réorientation de l'éducation vers des fins créatrices et constructives.

« L'œuvre d'art n'est pas un ornement : c'est l'expression d'un des plus profonds instincts de l'homme, l'instinct qui le pousse à étendre le domaine de sa perception sensible. Cet instinct préside au développement des sens au cours de l'enfance et, s'il se prolonge dans l'âge adulte, incite habituellement les hommes à préférer les activités constructives aux activités destructives. »

Cependant Read propose dès à présent des méthodes indirectes d'empêcher la guerre en tentant « de détourner cette énergie perverse vers des sentiments de communauté, d'identification », mais il ne se dissimule pas que ces méthodes ne peuvent donner de résultats à brève échéance et que la seule méthode qui pourrait stopper immédiatement la guerre serait la résistance non violente universelle de tous les peuples à leurs gouvernements fauteurs de guerre en exercice ou en puissance.

Contre la fameuse « civilisation de consommation » il cite Saint-Exupéry : « Une civilisation est fondée sur ce qu'elle exige des hommes et non sur ce qu'elle leur procure », et il y voit une des causes essentielles de frustration et par suite d'agressivité.

Non-violence et politique

Au cours de cette conférence, aucune motion, aucune résolution finale, mais des points de vue échangés et certaines idées affirmées.

Dix-sept notes demandent une internationale non violente pour résoudre les incohérences politiques.

On s'intéresse beaucoup à l'expérience yougoslave de décentralisation qui amène à rechercher un système politique sans parti auquel participeraient toutes les organisations syndicales ou autres. Le facteur commun est qu'il n'y a pas d'avenir pacifique sans changement de structures politiques. Il faut donc analyser les semences capables de produire ce changement.

Vision d'une société nouvelle

C'est sous ce titre, qu'en discours d'ouverture, Arthur Waskow, de l'Institut d'études politiques de Washington, essaya de mettre au jour les germes d'un changement possible existant dès à présent.

1) Compréhension (lente) des gouvernements que la guerre n'est pas intéressante pour eux assortie de découvertes plus astucieuses pour justifier des structures militaires.

2) Revendication de ceux qui sont écartés de la politique dans tous les pays pour une participation aux décisions qui engagent leur vie et élaboration d'une « technologie de la révolution et de la rébellion » propre à imposer par la force l'accueil des exclus dans le corps politique.

3) Naissance d'une nouvelle classe « d'intellectuels prolétariés », rendue disponible par l'automatisation (parfois à travers le chômage) pour l'engagement politique vers un changement social et appelée à vivre hors de ses frontières au sens propre et au sens figuré.

Dans tous les cas, pour faire germer ces semences, le pacifisme doit développer un arsenal nouveau d'armes non violentes pour assumer le rôle de fer de lance dans ces changements, seule garantie de la survivance humaine et du développement de la liberté, car il est à prévoir que les gouvernements contraints tactiquement d'employer des « forces sans armes » tenteront de les utiliser à des fins que nous désapprouvons.

Violence en Afrique

Sous ce titre et dans le cadre de la prochaine conférence de Dar es-Salam sur les problèmes africains, Pierre Martin fait le point sur le problème de la violence en Afrique. Il montre que l'histoire africaine est des plus pacifiques (référence faite à l'histoire européenne et à ses guerres incessantes) : « L'hérédité de la violence s'inscrit dans la période colonialiste et dans sa plus ignoble sécrétion : la traite des esclaves. »

« Dans l'inconscient de ceux qui sont restés sur la terre d'Afrique sont encore gravés la peur, la terreur, l'horreur des fuites précipitées et les cris de vengeance des familles amputées d'êtres chers. »

Une référence au film africain Niayes (L'Africain para qui au retour d'Indochine tue le chef de village par dépit de n'être pas pris au sérieux) permet de poser le problème de l'aculturation, source de violence. « Les habitants des pays à civilisation industrielle sont peu conscients des sources d'agressivité qui naissent de leur style de vie, c'est seulement quand ils sont témoins du comportement violent d'un citoyen qu'ils se posent des questions. » La rupture de rythme de vie est beaucoup plus sensible chez l'Africain qui a connu un autre mode d'organisation non générateur de violence. « La peur, l'angoisse, facteurs éminemment générateurs d'un comportement anormal et souvent violent, sont beaucoup moins les dominantes de l'homme de la brousse que de l'habitant des villes africaines. » (étude faite à l'hôpital psychiatrique de Dakar).

« Cette aculturation par une rupture de l'harmonie ancestrale entre l'homme et le milieu engendre une tension douloureuse et parfois une psychose destructrice. »

Certains apports religieux sont générateurs de violence :

— Le sentiment de l'honneur de l'Islam amenant à vouloir « sauver la face » à tout prix.

— Le christianisme qui fait appel à la conscience et à l'humilité mais qui s'est trop confondu, surtout le catholicisme, avec une religion d'opresseurs sans conscience et sans humilité.

Les armées et les fonctionnaires sont aussi sources de violence. L'introduction de ces classes bien payées dans un milieu agricole pauvre engendre la haine en créant une inégalité inconnue auparavant. Leur action est dérisoire sur un plan purement stratégique et leur raison d'être est uniquement aujourd'hui la conquête du pouvoir. Mais cette prise du pouvoir par les militaires semble une constante dans les pays sous-développés et n'est en réalité qu'une séquelle du problème essentiel : **le sous-développement.**

D'autre part l'économie planifiée n'est efficace que si elle s'appuie sur une économie intérieure vivante, et le rapport de l'Organisation communautaire de développement économique conclut en des termes qui ont été étudiés auparavant par Gandhi et adoptés par le Sarvodaya : « On ne peut brûler l'étape du développement des villages, ils doivent d'abord assurer leur subsistance et faire un minimum d'artisanat, au lieu d'être enrôlés comme de simples pions dans un plan étatique visant avant tout à développer les exportations, sources de précieuses devises, aussitôt englouties dans les achats de vivres. »

La non-violence en Afrique.

On ne doit pas oublier que c'est en Afrique que Gandhi a initié ses premières théories et ses premières campagnes non violentes. Mais il y a chez les Africains, de par leur civilisation propre, une propension à la non-violence plus forte que chez les Européens. Lors de son jeûne à Accra pour protester contre les essais nucléaires français au Sahara, Pierre Martin trouva une centaine d'hommes et de femmes qui se joignirent spontanément à lui et qui se sentaient profondément engagés par leur geste.

Des sectes religieuses qui se recommandent de la non-violence ont une audience très forte, citons les chrétiens kibanguistes au Congo, la secte musulmane des Mourides au Sénégal fondée par Cheick Amadou Bamba qui résista à la colonisation militaire française par la non-violence et qui compte environ 1 million d'adeptes.

En conclusion de son étude, Pierre Martin se défend de rester sur un plan théorique et a en vue des actions concrètes mais pense « que chaque lecteur doit d'abord faire l'effort personnel de recherche d'une forme d'action s'il se sent concerné. »

Michel BOUQUET

défense collective non violente

l'expérience norvégienne

Nous avons vu que les pacifistes intégraux déclarent que le désarmement unilatéral est le moyen le plus sûr pour n'être pas envahi. Mais, même désarmé, un pays n'est pas pour cela non violent, et se pose alors le problème d'une défense collective non violente. Peu nombreuses et peu connues sont les expériences qui pourraient inspirer ce genre de défense. Nous tentons ici une première approche de cette question avec l'expérience norvégienne de résistance non violente contre les nazis et les Norvégiens pro-nazis.

En 1935, vu les événements en Allemagne, des mesures furent prises pour renforcer l'armée norvégienne, mais d'une façon assez timide qui produisit très peu d'effets réels. Un Norvégien pro-nazi, Quisling, essayait depuis 1933 d'introduire les idées nazies, mais son parti, le Nasjonal Samling (le rassemblement national) ne réussit jamais à être représenté au parlement. L'opinion publique, en général, manifestait une assez forte réprobation à utiliser la violence comme moyen de résoudre les conflits, il n'en reste pas moins que les organisations pacifistes avaient très peu de membres. Peut-être la très longue période de paix leur permettait-elle de croire qu'il y aurait désormais d'autres moyens, moins détestables, pour lutter et qu'il était donc inutile de s'organiser en vue d'une résistance qu'elle soit violente ou non violente.

C'est dans ce contexte qu'a lieu l'invasion le 9 avril 1940. Les Norvégiens lui opposent d'abord une résistance armée qui prend fin début juin quand le roi et le gouvernement s'envolent pour Londres. L'occupation commence. Les nazis avaient cru que les Norvégiens, qui étaient de race aryenne, adopteraient la doctrine nazie facilement et contribueraient à la développer. Ils espéraient ne pas avoir beaucoup à lutter. En cas de résistance, ils pensaient l'écraser rapidement. Ils insistèrent plutôt sur le fait qu'ils venaient en amis délivrer la Norvège des démons de la démocratie et montrer aux Norvégiens les avantages du nouveau système. La lutte contre les Norvégiens devait donc essentiellement se situer sur un plan idéologique par le remplacement progressif de la démocratie par le national-socialisme,

des habitudes de responsabilité individuelle par le dirigisme, du roi par un führer. Les Allemands mettent d'abord tout en œuvre pour bousculer le moins possible les habitudes du pays. C'est ainsi, par exemple, qu'ils acceptent qu'un conseil d'administration norvégien continue de s'occuper des affaires intérieures du pays (il resta en place pendant six mois). D'un autre côté, les syndicats norvégiens permettent aux Allemands de remplacer leurs responsables, élus au suffrage universel, par des personnes nommées par les nazis, craignant, sinon, qu'une opposition amène la destruction complète des organisations ouvrières qu'ils avaient mis tant d'années à bâtir. Ces concessions de part et d'autre maintiennent le climat de confusion qui régna après l'effondrement de la résistance militaire; et durant l'été 1940 aucune nouvelle forme de résistance ne se fit sentir.

C'est en automne 1940, lorsque le gouvernement de Quisling exige que tous les fonctionnaires signent une déclaration de loyauté envers le nouveau régime, que la résistance apparaît. Un grand nombre refuse. Les Allemands sont alors convaincus que les Norvégiens n'adopteront pas les idées nazies de leur plein gré et ils cherchent les moyens pour les imposer, mais à ce stade encore avec peu de brutalité. Ils commencent par dissoudre le gouvernement et les partis politiques (septembre 1940). Ils essaient d'introduire la doctrine nazie dans les universités et les écoles. Ils organisent des expositions sur la jeunesse allemande que les écoliers norvégiens visitent au pas de course et les yeux baissés. Ils organisent des réunions et des conférences de propagande que les Norvégiens boycottent ou sabotent en les chahutant.

La résistance ne s'organise pas seulement dans le milieu de l'enseignement mais chez les médecins, les acteurs, le clergé. Les Allemands ne réussissent pas davantage à imposer leur doctrine; les organisations de jeunesse sont désertées au fur et à mesure que les nazis norvégiens s'en emparent. De plus en plus, les gens cherchent les moyens de s'opposer au régime, mais il semble, encore à cette époque (automne 1940) qu'ils aient été davantage poussés à agir par une sorte d'instinct, né du dégoût que leur inspirait le comportement des Allemands, que par une idée théorique de la non-violence. Certes, on commençait à se demander comment organiser la vie si l'occupation devait durer pendant des années, mais ce n'est que lorsque la répression devint plus dure que la résistance se développa.

Durant l'hiver 1941, plusieurs actions de résistance sont menées avec succès. Un décret obligeait les pasteurs à donner à la Gestapo des renseignements placés sous le secret professionnel, le refus d'obéissance conduisant à l'emprisonnement. Une protestation est organisée

par les pasteurs et les évêques sous forme d'une lettre pastorale lue dans toutes les églises et distribuée comme tract. Divers décrets concernant l'enseignement (révision de l'Histoire suivant le programme nazi, remplacement de l'anglais par l'allemand, etc.) provoquent une grève générale des enseignants soutenus par les parents d'élèves et l'Eglise. Le gouvernement de Quisling semble avoir capitulé car aucune répression n'eut lieu. Il ne réagit pas non plus quand une déclaration fut signée par les représentants de vingt-deux organisations pour protester contre le décret qui posait l'appartenance au Nasjonal Samling comme condition sine qua non pour occuper des postes importants. Une nouvelle déclaration est envoyée au mois de mai signée cette fois par une quarantaine d'organisations dont beaucoup de syndicats. Ceux-ci qui, au début, par souci de conservation, avaient accepté de collaborer avec les nazis, se sont alors rendu compte du danger qu'ils couraient à accepter les méthodes de l'occupant. Le gouvernement sévit en emprisonnant tous les leaders, puis il fait semblant de céder en les libérant peu après, mais il provoque de nouveau les travailleurs, en refusant une augmentation de salaire pour compenser la hausse des prix et l'annulation de la distribution de lait dans les usines : ils se mettent en grève le 8 septembre. L'état d'urgence est déclaré. Deux grévistes sont fusillés pour l'exemple, beaucoup d'autres emprisonnés. La Gestapo et l'armée font régner la terreur. Partout les responsables norvégiens des conseils régionaux sont relevés de leurs fonctions et remplacés par des pro-nazis. Toute collaboration est maintenant arrêtée. L'occupant ne prend plus de gants, mais utilise la violence partout où il rencontre de la résistance. Celle-ci, qui, jusqu'à présent, avait plutôt un caractère spontané et très peu organisé est rendue plus efficace. Les responsables emprisonnés sont remplacés par des personnes moins connues. Une organisation d'espionnage est mise sur pied ; ainsi la plupart des plans et décrets sont connus de tous longtemps avant d'être appliqués. Malgré la confiscation des appareils de radio, la résistance peut rester en contact avec Londres (grâce aux postes de radio, amenés en contrebande de Suède) et reçoit des informations qu'elle diffuse ensuite dans des journaux clandestins. La stratégie est coordonnée et un réseau créé pour faire passer à l'étranger les résistants trop connus et recherchés par le gouvernement. Ceux qui n'ont plus de revenus (pasteurs, enseignants, etc.) sont soutenus par des caisses de solidarité. A l'automne 1941, beaucoup de signes laissent prévoir que les Allemands se préparent à réorganiser la société norvégienne sur le modèle de la société hitlérienne. On pouvait compter sur un embrigadement de toutes les professions dans une « loi de travail » obligatoire. Il fallait se préparer. Il était d'autant plus important d'être bien préparé que l'on ne savait pas exactement où allait frapper l'ennemi.

Décembre 1941, janvier 1942, fut une période de fébrile préparation. Grâce au mépris que les nazis avaient pour les femmes et leurs capacités, elles circulent facilement sous de faux prétextes pour nouer des contacts utiles. A cause des fêtes de fin d'année, on ose aussi se réunir en groupes plus importants. Cependant, en février 1942, le pouvoir de Quisling se consolide. Son but étant de créer un Etat calqué sur le modèle allemand, il commence par organiser la jeunesse selon les Jeunesses hitlériennes et puis il instaure un système corporatif. Fallait-il passer à l'action ou attendre encore un peu ? Une carte postale codifiée est envoyée par les organisations de résistance pour sonder l'opinion publique. Des circulaires sont ensuite diffusées le 14 février incitant les gens à protester par lettre à envoyer le 20. Le gouvernement est ainsi inondé de courrier car environ 10.000 enseignants écrivent : « Je ne peux éduquer la jeunesse suivant les directives données. Puisque l'adhésion au syndicat des enseignants implique l'exécution d'ordres qui sont en contradiction avec ma conscience je vous informe que je ne me considère plus comme membre du syndicat. »

Le ministère de l'Education annonce que les écoles seront fermées « par manque de combustible ». Il espère ainsi affaiblir la solidarité des enseignants. En cela il commet une erreur car un tel argument ne peut pas être pris au sérieux dans un pays ayant tant de forêts. Cependant, jouant le jeu, les Norvégiens envoient du bois pour chauffer les écoles tout en s'interrogeant sur les vraies raisons de cette fermeture. Les enseignants profitent de cette situation pour informer l'opinion publique.

Le gouvernement essaye alors l'intimidation. Il proclame que dans tel ou tel district 100% des enseignants sont devenus membres de la corporation. Personne cependant n'est dupe, sachant qu'il s'agit d'exemples pris dans des régions peu peuplées. Pendant ces « vacances », les enseignants donnent leurs cours à domicile. Le gouvernement est de nouveau inondé de lettres : ce sont les parents d'élèves qui protestent contre la fermeture des écoles. La date limite pour les enseignants d'adhérer à la corporation est fixée au 15 mars. Dans les jours qui suivent un millier d'enseignants environ sont arrêtés et enfermés dans un camp de concentration. Ils subissent un « traitement » graduel et prolongé destiné à créer un climat de nervosité et un sentiment d'insécurité pour ainsi user leurs capacités de résistance. Pendant ce temps, les écoles rouvrent (le 8 avril). Tous ceux qui reprennent le travail signent une déclaration expliquant qu'ils font cela dans l'intérêt des enfants, mais qu'ils refusent toujours de faire partie de la corporation. Au camp, on promet à tous ceux qui veulent signer de passer l'éponge. 37 sur 687 capitulent. Les enseignants qui n'avaient pas été arrêtés traversent des moments

difficiles. Le gouvernement fait pression sur eux : ceux qui sont emprisonnés seront fusillés s'ils n'adhèrent pas au syndicat. Un grave problème de conscience se pose donc... ils décident cependant de courir le risque et ne fléchissent pas. Personne n'est fusillé, mais quelques jours après 500 enseignants sont entassés dans des wagons à bestiaux en direction de Trondheim. Là, on les fait embarquer sur un bateau construit pour 100 personnes. Les passagers ignoraient tout du sort qui leur était réservé. Plusieurs pensaient que le bateau serait conduit en pleine mer et coulé; on en rendrait responsable les sous-marins ou les bombardiers alliés. Après ce voyage périlleux, ils sont installés dans un camp où ils ne subissent pas de « traitement » mais où ils doivent travailler. Ils déchargent des navires. Comme les caisses contiennent aussi des armes, ils se demandent s'il ne faut pas refuser ce travail. Après discussions, on adopte la méthode « go slow » qui consiste à faire le travail le plus lentement possible.

Le temps s'écoule lentement pour les prisonniers. Vivant dans des conditions difficiles leur principale préoccupation est de survivre. Ils ne se soucient guère de l'effet que cette déportation produit sur la population. Ils ne se sentent pas spécialement héroïques et certains d'entre eux auraient peut-être retiré leur protestation si les Allemands leur en avaient donné alors la possibilité. Mais le peuple norvégien ne les oublie pas et quand enfin ils sont ramenés en Norvège, au mois de novembre, ils sont accueillis comme des héros nationaux.

Quisling n'ose pas prendre des mesures plus sévères et doit reconnaître sa défaite. Lors d'une réunion publique, il s'écria : « Vous, les enseignants, vous avez fait échouer mes projets ! » Peu après, Hitler lui-même ordonne à Quisling d'abandonner la création d'un Etat corporatif.



quels sont les enseignements que nous pouvons tirer de cette expérience ?

Ceux qui, aujourd'hui, pensent que cette résistance non violente n'était qu'un pauvre substitut employé seulement après l'échec militaire ont chronologiquement raison. L'exemple norvégien, en ce sens, renforce l'idée que beaucoup de gens ont de la non-violence : ils la voient comme une forme de lutte des seuls « désespérés ». Même si, dans ce cas spécifique, cela semble être vrai, on ne peut, à notre avis, porter un jugement trop rapide sur une telle résistance. Le fait que cette méthode ait réussi là où la violence avait échoué devrait au contraire faire réfléchir. On ne peut, bien sûr, présenter cette expérience comme une solution clé, comme une garantie de réussite pour l'avenir, mais l'analyse du contexte général dans lequel elle eut lieu doit permettre de dégager certaines « lignes de conduite » sur lesquelles nous pourrions nous appuyer dans les actions à venir.

Rechercher le succès de cette résistance uniquement dans les facteurs historiques me semble heureusement insuffisant car cela restreindrait singulièrement les conditions d'emploi de ces méthodes. Il est vrai que les Norvégiens n'avaient pas connu la guerre depuis longtemps et d'une façon générale cela leur a permis de se consacrer entièrement à la construction de leur société. Mais ils n'avaient nullement profité de cette période de paix pour s'organiser en vue d'une occupation, bien au contraire. Les organisations pacifistes végétaient et de l'autre côté l'armée était de faible puissance.

Par contre, une certaine structure de la société a peut-être permis de mettre ce système de défense en place rapidement. L'autogestion locale, par exemple, était assez développée et nombreux étaient ceux qui faisaient partie d'une organisation quelconque (politique, culturelle, sportive, religieuse, etc.) où ils avaient acquis l'habitude des responsabilités. Cette aptitude aux initiatives devant des situations critiques fut sans doute un facteur important et explique en grande partie un fait assez remarquable dans l'organisation de cette résistance : l'absence d'un chef. On ne savait jamais de qui venaient les consignes mais elles étaient toujours suivies parce qu'elles étaient transmises par des hommes qui s'étaient eux-mêmes estimés respon-

sables. Or, pour que chacun se sente responsable, il faut d'abord qu'il soit concerné, ce qui implique qu'il soit « en situation » : ainsi pourrait-on croire qu'en période d'occupation la majorité des habitants du pays étant, théoriquement « en situation de résistance » la prise de conscience des individus serait plus rapide et plus généralisée. Mais l'exemple norvégien montre bien qu'il ne suffit pas seulement d'« être en situation d'occupé » pour se sentir concerné par l'occupation car il existe toutes sortes de « freins » (position familiale, professionnelle, etc.). C'est ainsi qu'il n'y eut qu'une minorité qui prit une part active à la résistance non violente, environ 2% de la population. Il y avait aussi ceux qui après leur prise de conscience adoptaient les méthodes violentes en rejoignant des groupes de caractère maquisard.

Alors, comment faire, d'une part pour limiter les « freins » qui empêchent certains de s'engager et, d'autre part, pour « canaliser » cet engagement vers la non-violence ?

Si parmi les résistants certains connaissaient déjà les actions de Gandhi, aucun n'avait une formation théorique de la non-violence. Ils comprirent cependant assez vite qu'il fallait s'organiser pour assurer un soutien économique aux familles et ainsi libérer des volontaires pour des actions plus poussées. Pour canaliser l'action dans la direction souhaitée, on mit en évidence les côtés exaltants et héroïques des actions non violentes. Chacun pouvait être un héros et cependant combattre sans violence. Celui qui était arrêté pour des actes illégaux devenait lui aussi héroïque car même la plus petite action devenait importante par le fait qu'elle était violemment persécutée par les nazis. Sous l'occupation, il n'y avait aucune commune mesure entre l'importance de la peine infligée et la gravité du « crime » commis.

Ainsi on a pu voir qu'un pays quasiment désarmé, et que l'on ne pouvait guère accuser d'agressivité à l'égard de l'Allemagne, n'était pas pour autant non violent. Ce pays cependant a montré qu'il était capable d'une certaine résistance qui présentait des aspects non violents. C'est cette expérience réelle qui nous fait mettre en doute l'affirmation trop rapide des pacifistes intégraux qu'un pays qui désarme ne risque plus d'être envahi. C'est à partir de cette expérience concrète que nous voulons poser le problème d'une défense collective non violente.

Plus un pays est armé plus grands sont les risques qu'il soit attaqué disent les pacifistes intégraux. Ils préconisent donc le désarmement total unilatéral comme étant la protection la plus efficace contre le risque de guerre. Les risques d'être envahi sont sans doute moindres,

mais ils ne semblent pas tout à fait exclus. Nous ne citons pas le cas de la Norvège ici, car nous voyons très bien la différence qui existe entre un pays « pacifique » et un pays ayant totalement renoncé à l'armement. Il reste néanmoins que pour justifier sa volonté de puissance un gouvernement trouve toujours des arguments pour convaincre son peuple d'envahir un autre pays. Ces arguments ne sont pas toujours basés sur la notion de légitime défense et là, on peut citer le cas de la Norvège.

Outre qu'un désarmement unilatéral ne semble donc pas être une garantie absolue contre toute invasion, il apparaît pour l'opinion publique en général très utopique. Que faire, d'une part pour que la campagne de désarmement unilatéral paraisse moins utopique et, d'autre part, pour faire comprendre que bien qu'ayant renoncé aux armes nous ne nous laisserons pas pour autant dominer ? Nous pouvons y pallier en travaillant à la mise en place d'une défense collective non violente. Il ne suffit pas de déclarer que nous avons renoncé aux armes, que nous consacrons désormais cet argent et ces énergies à combattre les misères dans le monde. Il faut aussi de façon concrète montrer que nous sommes décidés à résister par des méthodes non violentes. Il est vrai qu'une telle défense paraît pour beaucoup aussi utopique qu'un désarmement unilatéral. Car même la Norvège qui a pourtant employé la résistance non violente avec succès fait de nouveau confiance à la force militaire. N'y aurait-il pas là un défi lancé à ceux qui parlent d'une défense collective non violente ?

Rappelons que les méthodes de résistance active n'étaient employées que par une minorité qui n'avait qu'une idée confuse de la non-violence. De plus, très peu d'efforts sérieux ont été faits pour conserver et développer l'idée d'une résistance non violente. Il est donc normal que la plupart des Norvégiens d'aujourd'hui croient que l'invasion n'aurait pas eu lieu s'ils avaient été mieux armés en 1940. Mais tout en acceptant les quartiers généraux et les aérodromes de l'OTAN, la Norvège se refuse à l'installation de troupes étrangères importantes sur son territoire ainsi qu'au dépôt de bombes atomiques, et cela par peur d'être attaquée. Cette politique boiteuse fait que la Norvège actuellement se trouve encore plus « exposée » qu'en 1940 et pas davantage préparée à subir une nouvelle occupation.

Le succès de cette résistance est dû à des conditions particulières que l'on ne retrouve pas obligatoirement ailleurs. Cela nous permettrait d'affirmer que si l'on préconise une défense collective non violente il faut la préparer sérieusement : elle ne s'improvise pas.

En examinant les facteurs de réussite de la résistance norvégienne, nous nous apercevons qu'ils sont étroitement liés à une certaine

forme d'esprit (responsabilité, initiative, etc.) qui anime ceux qui s'engagent. Il conviendrait donc de créer le cadre où pourront se développer ces qualités. Or, en tant qu'anarchistes, nous contestons justement les structures autoritaires de la société, facteur d'irresponsabilité et de passivité. Mais cette contestation ne serait que verbale et assez négative si elle n'était pas accompagnée d'un effort de réalisation immédiate. Les méthodes non violentes nous permettent une contestation constructive et fournissent une forme de combat immédiat contre les injustices sociales, qui prépare les individus par la participation directe, tout en s'inscrivant parfaitement dans une perspective de défense non violente.

Anita BERNARD

être et faire

Plongés dans une société où la violence brutale ou sournoise est quotidienne, où la guerre est sans cesse préparée ou menée, il n'est possible ni d'être non violent ni d'être pacifiste. A moins de rompre définitivement avec le monde et de vivre en ermite (attitude que je ne me permets pas de juger, mais qui, je pense, est sans grande influence), il faut bien accepter une foule de **compromis**. Vivre à chaque instant selon tous ses principes se révélant impossible, nous pouvons adopter une attitude plus réaliste fondée sur des actions qui les expriment et les réalisent partiellement. Révolutionnaires, nous ne pouvons témoigner que d'un futur, et nos actes n'ont pour but que de démontrer que ce futur est **possible**...

faire l'avenir

Sur l'utopie, nous sommes tous d'accord : on ne se battra plus, on s'aimera, on fera l'amour, pas la guerre... Dans la cité idéale, nous serons libres, égaux et fraternels, comme c'est écrit sur les pièces de cent sous. Mais il n'y aura plus de pièces de cent sous : seulement l'abondance... Arrêtons le massacre, je ne suis pas poète. Pas savant non plus. Et mon propos devrait s'arrêter là, car seuls poètes et savants voient l'avenir... Est-ce bien sûr ? Avec une intuition vulgaire et une logique de certificat d'études, je discerne que mes « valeurs », mes « principes » se réfèrent, non au passé mais à un monde **qui n'existe pas encore**. Pire ! Les mots pour le décrire n'ont encore aucun sens. « Paix », qui définira la paix ? On ne peut le faire que négativement, relativement à la guerre ! Puisque les mots manquent, restent les moyens d'expression plus directs : les actes. Nous voici ramenés à **l'action**, donc à des problèmes **actuels** (le rapprochement étymologique n'est pas fortuit !) ce qui nous conduit à des différences stratégiques et tactiques. C'est là que divergent non-violents et pacifistes, bien plus que sur le « fond ».

le point de vue stratégique

Pour des raisons biologiques ou autres nous sommes violents. Pour des raisons économiques ou autres nous entrons en conflit. Pour des raisons historiques ou autres nous avons inventé les armées. Cela nous amène, quand éclate un conflit trop violent, à le « résoudre » par la guerre. Mais la guerre engendre de nouvelles causes de conflit,

de nouveaux mobiles de violence, des raisons de renforcer les armées. Le système est « bouclé », auto-entretenu, et la cybernétique la plus élémentaire nous indique qu'il durera aussi longtemps qu'on ne rompra pas le cercle infernal. Quelle stratégie suivre ? Réglons rapidement le sort des pacifistes « utopiques » ou « humanistes » qui prétendent supprimer les conflits. Non seulement les conflits sont inévitables, mais ils sont **nécessaires**. Non point parce que, selon l'adage, « de la discussion jaillit la lumière », mais parce que, soyons moins absolus, de la discussion naît le **désir** de marcher ensemble. Etant entendu qu'on ne peut rompre le cercle en supprimant les conflits, faut-il agir sur la violence ou sur les armées ? Puisque cercle il y a, cette question semble inutile : il faut choisir un point d'action quelque part sur le circuit, et le seul critère reste l'efficacité, ce qui nous ramène à la tactique.

le point de vue tactique

Pacifistes ou non-violents, nous sommes **minoritaires**. Il nous faut adopter des tactiques correspondant à cet état de fait. Pour notre modeste part, nous, groupe « Anarchisme et non-violence », comptons sur le rayonnement d'une minorité agissante. Nous rechercherons plutôt l'**engagement**. Il est clair que des mouvements plus traditionnels rechercheront les **adhésions**. Qui dit engagement dit illégalisme. Pas systématiquement, certes, mais si l'on s'engage on doit envisager d'être amené d'une **façon certaine** à des actes illégaux : et au-delà de l'engagement individuel apparaît un engagement de groupe. Nous ne pouvons demander aux organisations pacifistes de nous imiter : nous ne prétendons pas détenir la Vérité, mais nous pouvons peut-être leur suggérer un « modèle » pour les plus dynamiques de leur membres : l'**organisation de combat**.

organisation de combat

Sous-titre agressif ! Violent ? Mais non, il nous reste le choix des armes. Nous avons, à travers les numéros de cette revue, décrit maintes « armes non violentes ». Elles constituent presque toujours une plate-forme d'action où peuvent se retrouver pacifistes et non-violents à une condition : reconnaître la réalité de luttes actuelles qu'il est banal d'énumérer... lutte de classes, lutte contre la faim, lutte anti-raciste, etc. Nous ne pouvons, sans nous renier, être absents de ces luttes, qui sont celles de la majorité des hommes. Nous ne pouvons, non plus, nous détourner du souci des hommes de se **défendre** contre l'arbitraire. Alors organisons-nous pour **combattre sans meurtre et collectivement**. Faisons œuvre d'imagination. Créer : **Voilà l'homme**.

Jean-Pierre MACHY

CORRESPONDANTS LOCAUX

« Anarchisme et Non-Violence » n'est pas seulement une revue; les camarades qui l'animent s'emploient à entretenir entre eux et autour d'eux un dialogue permanent.

Dans ce but les correspondants locaux se tiennent à la disposition de ceux qui à travers la lecture de la revue s'intéressent à ce courant de pensée et désirent s'associer de plus près à nos études, à nos recherches et à nos tentatives d'action.

ARDENNES : Jacky Turquin, 85, route de Mezières,
08 - Prix-lès-Mézières.

BOUCHES-DU-RHÔNE : Denis Durand, 41, bd Boisson,
13 - Marseille-1^{er}.

EURE : Michel Bouquet, app. n° 2, Immeuble Normandie,
27 - Verneuil.

HAUTE-GARONNE : Daniel Besançon, Cité Bordelongue, Bât. 4,
31 - Toulouse.

PARIS : André Bernard, 52 bis, rue Victor-Hugo, 93 - Pantin.

VAR : Marcel Viaud, La Courtine, 83 - Ollioules.

BELGIQUE : Hem Day, B.P. 4, Bruxelles 29.

SUISSE : Marianne Enckell, 24, av. de Beaumont, 1012 Lausanne.

BOITE AUX LETTRES : Lucien GRELAUD
Immeuble Dauphiné, 10, bd Paul-Valéry
83 - LE LAVANDOU

Cahiers d'études trimestriels
Directeur de la publication : Michel Tepernowski

PRIX DU NUMERO : 2 F
ABONNEMENT CINQ NUMEROS : 10 F.

C.C.P. : Marcel Viaud, 2.298-84, Marseille.
La Courtine - 83-Ollioules.

« Anarchisme et Non-Violence » adhère, en tant que publication associée, à l'Internationale des Résistants à la Guerre : War Resisters' International, 88 Park Avenue, Enfield, Middlesex, Angleterre.